



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Centre financier
Distribution
Paris 15^e

Lundi 9 octobre 2023

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN !

Après l'attaque aveugle menée par le Hamas sur le territoire israélien, qui a fait près de 900 morts et 2 000 blessés, tous les gouvernements des pays riches, dont ceux des États-Unis et de la France, affirment leur soutien à Israël et à son gouvernement d'extrême droite dirigé par Netanyahu. Certes, le Hamas ne se bat en rien pour la justice sociale et l'émancipation des peuples. C'est une organisation réactionnaire et obscurantiste, parfois utilisée par les gouvernements israéliens et soutenue par d'autres tout aussi oppressifs comme la république islamique d'Iran. Mais le gouvernement israélien promet maintenant de faire payer « un prix sans précédent » au peuple palestinien que l'État d'Israël colonise depuis des dizaines d'années et qu'il rend maintenant responsable de la politique du Hamas.

La riposte de l'armée israélienne, suréquipée, s'annonce bien plus sanglante : lundi soir, il y avait déjà près de 700 morts à Gaza, des milliers de blessés et de sans-abris... 500 immeubles ont été détruits dans ce ghetto surpeuplé et assiégé, où la population palestinienne vit dans la misère. Et ce n'est que le début : le ministre de la Défense israélien a ordonné de couper l'eau, le gaz et l'électricité, déclarant qu'il combattait « des animaux ». Et l'État français voudrait faire taire ceux qui dénoncent l'enfer vécu par les Gazaouis. Notre solidarité sans condition va au peuple palestinien qui, depuis 75 ans, n'a connu que l'exode, la répression militaire, les ghettos de Gaza et de Cisjordanie, et la misère.

Les civils israéliens victimes des attaques et des roquettes du Hamas subissent les conséquences de décennies de cette politique raciste, ségrégationniste et colonialiste de leur État. Parmi tous ceux qui

s'alignent aujourd'hui derrière Netanyahu, lesquels ont crié au « terrorisme » quand, en mai dernier l'aviation israélienne bombardait la bande de Gaza, détruisant une centaine d'immeubles et laissant 2 500 personnes sans abri ? Qui a protesté quand les bulldozers israéliens ont détruit en Cisjordanie des maisons palestiniennes pour faire place à de nouvelles colonies israéliennes ? Et que disent-ils des représailles israéliennes contre les civils de Gaza ?

Netanyahu est contesté depuis des mois en Israël même par des manifestations massives contre son régime et ses projets autoritaristes de modifications de la Constitution. Mais elles se sont limitées à la défense de droits démocratiques pour les seuls citoyennes et citoyens israéliens. En dehors d'une petite minorité d'opposants au racisme d'État israélien, ces manifestations n'ont pas défendu les droits des Palestiniens et Palestiniennes, ni dénoncé la misère à Gaza et en Cisjordanie et les opérations militaires de colonisation dans les territoires pourtant officiellement accordés au peuple palestinien.

Tant que ce peuple sera enfermé dans les ghettos à Gaza et en Cisjordanie, tant qu'il subira destructions, occupation et massacres, le peuple israélien continuera lui aussi à vivre dans un état de guerre permanent. Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre ! Netanyahu tente pourtant de faire l'unanimité derrière lui et de creuser davantage le fossé de sang entre les populations.

Il faut qu'aujourd'hui s'exprime au niveau international une solidarité contre sa politique colonialiste. Une solidarité internationale qui permette de sortir les Palestiniens et les Palestiniennes de l'isolement et d'encourager la classe ouvrière et la jeunesse israélienne à rompre avec leur État et sa politique sioniste raciste.

Un navet

Au centre financier, on nous a remis un questionnaire pour donner notre avis sur la « convention de rentrée ».

Le scénario et les dialogues étaient nuls et les acteurs, dans l'ensemble, très moyens.

Bref, on ne demande pas à revoir la vidéo en replay, et pas besoin de faire une saison 2.

Du grand n'importe quoi

À Paris 15, la réorganisation du Cedex a été mise en place depuis une dizaine de jours, et c'est encore plus le bazar qu'avant.

Une ligne a été supprimée, mais toutes les tournées ont été désorganisées. Il manque du monde partout, et certains collègues qui sortent passent au même endroit sur deux tournées différentes.

Mais pour la direction, tout va très bien Madame la Marquise !

SOS cabine en détresse

Aux cabines, c'est le sous-effectif aggravé. Sur Alleray, trois départs en retraite n'ont pas été remplacés, et les collègues sont sous l'eau. Une situation pénible pour eux, qui nous impacte tous.

Même chose à Pasteur où, faute d'effectif suffisant à la cabine, impossible de tenir les obligations horaires du Cedex !

Nous subissons tous la politique de suppression d'emplois de la direction. À nous tous de la contester.

Pops ou Flop ?

La direction de La Poste lance Radio Pops, qu'elle voudrait diffuser sur des enceintes sur chaque secteur. Histoire d'égayer le boulot, nous aurions droit, entre deux morceaux de musique, à la propagande de Wahl.

Alors, Big Brother is talking to you ? Très peu pour nous, et on ne se privera pas de le faire savoir.

Le travail tue : 700 morts par an

Chaque jour en France, deux personnes meurent au travail. Et c'est un chiffre qui menace d'empirer, tant la pression sur les conditions de travail s'aggrave.

Le gouvernement annonce une campagne de prévention. Mais ce sont toutes les lois « travail » de ces dernières années qui ont entraîné ces dégradations, profitant financièrement au patronat et nuisant à la sécurité des travailleurs.

La sous-traitance en cascade, le travail en intérim, détaché, sans parler des salariés en situation de non-droit, le gouvernement s'en lave les mains. Et les statistiques ne tiennent pas compte des camouflages, sous-déclarations et postes aménagés bidons, qui sont autant d'économies pour les entreprises.

C'est à nous, collectivement, de dire STOP dès que la rentabilité prend le pas sur notre santé ou notre sécurité.

Pour vivre et pas survivre

Avec une inflation entre 16 % et 30 % sur un an pour l'alimentaire, l'essence ou l'énergie, la colère monte. Et ce n'est pas le bla-bla de la « conférence sociale » sur les bas salaires à laquelle Macron invite les syndicats lundi prochain qui apportera quoi que ce soit. Les profits des capitalistes, eux, dépassent ceux de l'avant-Covid : 142 milliards d'euros en 2022 pour les 40 plus grandes entreprises en France (le CAC 40), dont 80 milliards reversés en dividendes aux actionnaires. Ils ne tombent pas du ciel, c'est nous qui les créons par notre travail.

Ce dont nous avons besoin :

- 400 euros de plus par mois ;
- 2 000 euros minimum pour les salaires, pensions, et minima sociaux.

Vendredi 13 octobre, participons nombreux à la journée de grève et manifestations sur les salaires lancée par les syndicats.

Le lendemain, le 14, beaucoup de collectifs de Gilets jaunes appellent à manifester contre la vie chère.

Les postiers ne sont que trop concernés par les bas salaires, alors mobilisons-nous largement.

Mayotte, une situation coloniale

À Mayotte, département le plus pauvre de France, la crise de l'eau s'aggrave : elle est déjà coupée deux jours sur trois, il est question de passer à trois jours sur quatre... Suite à une pétition du collectif « Mayotte a soif », l'État a promis de prendre en charge temporairement les factures d'eau des habitants. La filiale locale de Vinci continuait en effet à leur facturer une eau impropre à la consommation en raison des coupures...

Au-delà d'une sécheresse inédite, c'est bien le sous-investissement de l'État français qui est en cause. Mayotte n'est française que pour servir ses intérêts dans la région, principalement pour contrôler le canal du Mozambique.

Nos bas salaires nous démangent bien plus

Nous sommes abreuvés de news sur les punaises de lit. Ça pique, ça gratte, c'est une nuisance, souvent pour les plus défavorisés. Surtout quand des sociétés facturent 800 euros pour dépunaiser !

Mais ceux qui grattent nos revenus, nous piquent notre fric, siègent dans les conseils d'administration des grands groupes capitalistes ou dans les fauteuils ministériels. Alors la priorité est de nous débarrasser de ces parasites d'actionnaires et autres nuisibles du gouvernement !